



**UNION INTERFEDERALE DES AGENTS DE
LA FONCTION PUBLIQUE FORCE
OUVRIERE**
46, rue des Petites Ecuries 75010 – PARIS
(Tél. : 01.44.83.65.55)

NEGOCIATIONS SALARIALES : RIEN, RIEN... ET RIEN !

Madame Lagarde, ministre de l'Economie et des Finances, avait déclaré, il y a quelques semaines, qu'il faudrait de la rigueur budgétaire et salariale dans la fonction publique : on y est !

Monsieur Woerth, réunissant ce 17 décembre les fédérations de fonctionnaires pour une négociation salariale obtenue grâce au fort mouvement de grève et de manifestations du 20 novembre 2007, a tenté de nous convaincre qu'il était pour le maintien du pouvoir d'achat !!!

Pour cela, si les fonctionnaires acceptent sa proposition, le pouvoir d'achat serait maintenu individuellement en prenant en compte le point d'indice et l'avancement, le tout comparé strictement à l'inflation : cela s'appellerait un « *complément financier différentiel* » !!!

C'est tout simplement l'intégration du GVT (glissement, vieillesse, technicité) dans le calcul du pouvoir d'achat et donc la remise en cause du principe de base de la Fonction publique : la carrière !

Et ce « *différentiel financier* » serait versé pour une prise en compte dans le cadre de la retraite additionnelle de la fonction publique !

Restant arc-bouté sur son objectif de réduire le poids budgétaire de l'Etat et de mettre au pas les employeurs publics (hôpital et collectivités territoriales) dans une perspective pluriannuelle de contraintes des finances publiques, le gouvernement saborde la Fonction publique et ses agents :

- moins d'effectifs (- 35 000 par an à compter de 2009)
- pas de revalorisation salariale en 2007
- autofinancement des traitements par les fonctionnaires dès 2008
- individualisation à outrance des traitements et indemnités
- non-maintien du pouvoir d'achat des retraités

Pouvoir d'achat, retraite, statut, carrière : tout est attaqué par le gouvernement.

L'UIAFP – FO a rappelé fortement lors de cette réunion que :

- TOUS les fonctionnaires et agents publics doivent bénéficier, au moins, du maintien du pouvoir d'achat par une revalorisation substantielle de la valeur du point d'indice dès le 1^{er} janvier 2008
- TOUS les fonctionnaires et agents publics doivent pouvoir rattraper les pertes subies tant en 2007 (plus de 2 %) que depuis 2000 (9 %)
- Le statut et le principe de carrière doivent être préservés et ne peuvent être comptabilisés dans le maintien (ou la progression) du pouvoir d'achat.

D'ici la prochaine réunion, l'UIAFP – FO appelle à la mobilisation, par l'information immédiate de tous : les dangers de mort du statut sont réels.

L'UIAFP – FO n'entend pas laisser le gouvernement imposer une rigueur salariale aux fonctionnaires : la riposte doit venir et être à la hauteur de l'enjeu.

Fait à PARIS, le 17 décembre 2007